



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 09/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPETERIES PALM

**AV DE MONSEIGNEUR ROMERO
37160 Descartes**

Références : VAT20240521
Code AIOT : 0010000663

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2024 dans l'établissement PAPETERIES PALM implanté AV DE MONSEIGNEUR ROMERO 37160 Descartes. L'inspection a été annoncée le 03/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPETERIES PALM
- AV DE MONSEIGNEUR ROMERO 37160 Descartes
- Code AIOT : 0010000663
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PAPETERIES PALM sur la commune de Descartes exploite une unité de fabrication de

papier.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plans et schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.4.	/	Demande d'action corrective	2 mois
2	Caractéristiques des points de rejet dans le milieu	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.5.1.	/	Demande d'action corrective	2 mois
3	Prélèvement d'eau en nappe alluviale	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.1.3.2.	/	Demande d'action corrective	2 mois
6	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 3.1.1.3.2	/	Demande d'action corrective	2 mois
9	Valeur limite de rejet - eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 3.1.6.3.	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Valeurs limites de rejet – Eaux bassin décantation	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.6.3	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
18	Stockages des déchets	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.3.3.2	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Débit réservé de la rivière Creuse	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.1.3.4.	/	Sans objet
5	Bilan des consommations (creuse)	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.1.3.3.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Fréquence de surveillance des rejets aqueux (eaux pluviales)	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.7.2	Susceptible de suites	Sans objet
8	Fréquence de contrôles des eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 3.1.7.1	/	Sans objet
10	Valeurs limites de rejet - Eaux industrielles coloration	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.6.3.	Susceptible de suites	Sans objet
11	Valeurs limites de rejet - bassin de récupération	Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 3.1.6.3.	/	Sans objet
13	Condition de mesure et transmissions des résultats	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.7.4.	/	Sans objet
14	Capacité de confinement	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.3.2.	/	Sans objet
15	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.5.3.2.1.	/	Sans objet
16	Eaux souterraines - Modalités de la surveillance	Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 3.6.1.	/	Sans objet
17	Paramètres mesurés	Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 3.6.2.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plans et schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.4.
Thème(s) : Risques chroniques, eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient systématiquement à jour les schémas de circulation des apports d'eau et de chacune des diverses catégories d'eaux polluées comportant notamment :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, isolement de la distribution alimentaire.....),
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature.

[...]

Constats :

Documents consultés:

-Plan des apports d'eau du 31/01/2024

Ce plan fait apparaître les 3 origines d'approvisionnement d'eau sur le site (eau de la creuse / forage et eau potable)

et

-Plan des réseaux d'eaux usées du 30/05/2024

Ce plan fait apparaître les points de rejet conformément aux points de rejet décrits à l'article 3.1.5.1

- un rejet aval à la station d'épuration interne,
- 2 rejets d'eaux pluviales des toitures (stocks bobines/bat M à P et CR),
- 2 rejets eaux de ruissellement (parking expéditions/parc VP PL VL et stockage papiers),
- 1 rejet eaux sanitaires.

Le confinement des eaux extinction incendie est réalisé à l'aide de 4 vannes barrage et 1 batardeau au sous-sol du bâtiment MAP. Seule l'une de ces vannes barrage (vanne barrage des eaux parc papiers) est signalée sur le plan.

L'exploitant confirme l'existence d'un séparateur hydrocarbures à proximité du bâtiment de cogénération. Celui-ci n'apparaît pas sur le plan. La légende du plan pourrait utilement indiquer les séparateurs.

Constat : Le plan des réseaux d'eaux usées ne fait pas apparaître l'ensemble des vannes barrage. De même que le séparateur hydrocarbures à proximité du bâtiment de cogénération.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Caractéristiques des points de rejet dans le milieu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.5.1.
Thème(s) : Risques chroniques, eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents de l'établissement aboutissent à 5 points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un rejet en aval de la station d'épuration des effluents interne à l'établissement, • 2 rejets d'eaux pluviales des toitures, • 2 rejets d'eaux de ruissellement prétraitées, • un rejet d'eaux usées évacué selon les règles sanitaires et d'assainissement en vigueur. <p>Les réseaux séparatifs mis en place doivent permettre en tous temps que chacun des points de rejet ne reçoive que les effluents prévus selon cette liste. Tout rejet direct ou indirect non explicitement mentionné ci-dessus est interdit, Cette éventualité doit être gérée comme une modification conformément à l'article 2.1. du présent arrêté.</p> <p>Article 3.1.2.4 les eaux susceptibles d'être polluées</p> <p>Les eaux susceptibles d'être polluées sont composées des eaux de ruissellement provenant des aires susceptibles de recevoir des polluants, notamment des aires de manutention des produits polluants, de lavage de véhicules et engins et des parkings de véhicules ainsi que des eaux ruisselant sur l'aire de stockage de vieux papiers et cartons.</p> <p>Ces eaux doivent être traitées avant rejet par des dispositifs adaptés, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour l'aire de stockage de vieux papiers et cartons par décantation du premier flot des eaux pluviales dans un bassin de 30 m³ créé à cet effet, • pour l'aire de lavage des véhicules et engins, les eaux sont acheminées vers ce même bassin de décantation, • les eaux de purge de la chaufferie doivent être intégralement recyclées en eaux de procédé, • les eaux de ruissellement des parkings aménagés doivent être dirigées vers un ou plusieurs débourbeurs déshuileurs à obturation automatique de capacité suffisante.
<p>Constats :</p> <p>Documents consultés: Plan des réseaux d'eaux usées du 30/05/2024 Ce plan fait apparaître les points de rejet conformément aux points de rejet décrits à l'article 3.1.5.1 -un rejet aval à la station d'épuration interne -2 rejets d'eaux pluviales des toitures (stocks bobines/bat M&P et CR) -2 rejets eaux de ruissellement (parking expéditions/parc VP PL VL et stockage papiers) - 1 rejet eaux sanitaires</p> <p>L'exploitant fournit les documents attestant de l'entretien des séparateurs :</p>

<p>-zone expédition datée du 11 septembre 2023, la fiche de suivi indique des éléments en mauvais état, flotteur et parois corrodées sans perforation.</p> <p>- zone chaufferie datée du 11 septembre 2023, la fiche de suivi indique des éléments en bon état.</p> <p>- cogénération datée du 11 septembre 2023, la fiche de suivi indique que le flotteur ne fonctionne pas.</p> <p>L'exploitant précise que la campagne de vérification 2024 n'a pas eu lieu. Il précise également qu'aucun travaux n'a été engagé.</p> <p>Constat : Les séparateurs sont pour certains en mauvais état, sans qu'il soit indiqué si cela remet en cause leur efficacité ou si cela peut entraîner un risque de pollution, l'exploitant n'ayant engagé aucun travaux de réparation il devra justifier de l'absence d'impact ou effectuer les travaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Prélèvement d'eau en nappe alluviale

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.1.3.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La distribution de l'eau issue du milieu naturel doit s'effectuer par des canalisations distinctes de celles du réseau d'adduction d'eau potable.</p> <p>Un dispositif de disconnexion doit être installé afin d'isoler la ressource de son usage industriel.</p> <p>Arrêté du 10/09/2020 Article 5.3 "En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de protection visant à prévenir d'éventuelles contaminations par le retour d'eau pouvant être polluée."</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate la séparation de la distribution d'eau au vu des plans fournis par l'exploitant.</p> <p>Sur le réseau AEP, 3 disconnecteurs sont positionnés AEP 1 et 3 ainsi qu'un en amont du réseau incendie. L'exploitant fourni le rapport de contrôle T230039194-1 du 01/06/2023, intervention du 30/05/2023.</p>

Ce rapport fait état des résultats suivants :

-BAYARD N° 9505493 Fosse compteur entrée (AEP 1) **Non conforme**

-SOCLA (pas de N° de série) Local sprinkler **Conforme**

-BAYARD N°10N11105014 Fosse compteur avenue monseigneur roméro (AEP 3) **Non conforme**

Les rapports concluent: "En cas de résultat « Non conforme », la remise en état de l'appareil est nécessaire, suivie d'un contrôle réglementaire supplémentaire immédiat."

L'exploitant indique que des travaux ont été réalisés sur le clapet du disconnecteur AEP 1. Il fournit la fiche de terrain, intervention du 11/09/2024. Cette fiche conclut au bon fonctionnement de l'équipement. Concernant l'équipement BAYARD N°10N11105014 Fosse compteur avenue Monseigneur Roméro (AEP 3), le clapet est toujours hors service.

Concernant le prélèvement dans la creuse et le forage, il existe dans le système de prélèvement une rupture de charge permettant d'éviter les retours d'eau dans le réseau. Les eaux prélevées sont déversées dans une réserve dont le niveau est inférieur à celui du tuyau d'arrivée assurant la protection de la ressource.

Constat : Le disconnecteur BAYARD N°10N11105014 Fosse compteur avenue Monseigneur Roméro (AEP 3) est non conforme.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Débit réservé de la rivière Creuse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.1.3.4.

Thème(s) : Risques chroniques, eau

Prescription contrôlée :

Le prélèvement d'eau dans la Creuse est interdit lorsque le débit de la rivière est inférieur à 6 m³/s.

Aucun prélèvement d'eau dans la nappe alluviale n'est effectué.

L'exploitant met en œuvre, dans un délai maximal de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositifs et consignes nécessaires au respect de cette prescription.

Constats :

L'exploitant indique assurer le suivi du débit de la creuse via le site Hydroportail.

En séance, l'inspection demande à consulter le débit enregistré du 1^{er} au 11 août 2023. Le débit sur cette période varie entre 18,3 et 27,2 m³/s.

L'inspection consulte également le fichier de suivi de l'exploitant où le débit journalier est reporté.

Sur ce fichier en septembre 2023, le débit le plus faible est noté pour le 14 septembre 2023 avec un débit de 6,09 m³/s. Il s'agit dans ce cas d'une valeur corrigée le 22/09/2023, le jour du 14/09/2023 la valeur était de 5,95 m³/s, cette valeur inférieure au seuil aurait dû déclencher l'arrêt du prélèvement.

La valeur corrigée étant au-dessus du seuil, l'inspection ne relève pas de non-conformité.

Cependant, l'exploitant fait part de sa difficulté à respecter cette prescription sachant que les valeurs journalières sont affichées sans donner l'intervalle d'incertitude et sachant qu'elles peuvent être corrigées plusieurs jours après. L'arrêt du prélèvement ayant pour conséquence l'arrêt de l'outil industriel et de l'activité.

L'exploitant a engagé des démarches pour demander une adaptation de la prescription.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Bilan des consommations (creuse)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.1.3.3.

Thème(s) : Risques chroniques, eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations.

Ce bilan fait apparaître les économies réalisables.

Le relevé des volumes est quotidien, retranscrit sur un registre, éventuellement informatisé, et sera présenté à l'inspection des installations classées ou au service chargé de la police des eaux à leur requête.

Constats :

L'inspection constate les relevés quotidiens sur les fichiers de l'exploitant.

Documents consultés :

Utilisation de l'eau 2022, avec la consommation sur chacun des points de prélèvements.

L'inspection à vérifier les données déclarées dans GERE pour 2022 :

- eaux de surface (creuse) 1 451 596 m³/an (selon document de l'exploitant 1 729 950 -278 354 retour condensats)

- eaux souterraines 48 769 m³/an

- eaux du réseau 39 240 m³/an

Les données sont cohérentes.

Documents consultés :

Utilisation de l'eau 2023 et consultation des données déclarées dans GERE pour 2023

- eaux de surface (creuse) 1 154 676 m³/an (selon document de l'exploitant 1 183 094-28 418 retour condensats)

<p>- eaux souterraines 50 682 m3/an - eaux du réseau 35 957 m3/an Les données sont cohérentes.</p> <p>A noter, l'arrêt de la machine MAP 8 à mis fin à la boucle de retour des condensats.</p> <p>Concernant les économies réalisables, l'exploitant indique que le site a été retenu pour un appel à projet de l'Agence de l'eau. Projet en 3 volets, permettant des économies de l'ordre de 45 000 m3/an pour la 1ere année après la mise en place du plan de comptage de chaque équipement en 2024/2025.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Prélèvements d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 3.1.1.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie, sont limités, par des systèmes qui en favorisent l'économie aux stricts besoins d'eaux industrielles de l'établissement, à 200 m3 par heure d'utilisation.</p> <p>L'exploitant suivra et tracera un ratio mensuel de consommation spécifique (consommation d'eau de la Creuse par tonne produite).</p> <p>Le suivi de ce ratio est maintenu à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 10 ans. En tout état de cause, ce ratio ne doit pas dépasser 7,4 m3/t en moyenne annuelle.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection consulte le fichier « Registre des relevés de consommation » de l'exploitant, onglet « creuse jour ». Les relevés n'indiquent aucun dépassement du volume d'eau prélevée sur les années 2022 à 2024 (au 5 septembre 2024).</p> <p>Concernant le ratio mensuel de consommation spécifique :</p> <p>selon le fichier de l'exploitant, le ratio en moyenne annuelle pour les tonnes nettes est de :</p> <p>-7,67 m3/t en 2023, -7,48 sur les 1er mois de 2024.</p> <p>selon le fichier de l'exploitant, le ratio en moyenne annuelle pour les tonnes brutes est de :</p> <p>-6.87 m3/t en 2023, -6.66 m3/t en 2024 (janvier à septembre).</p> <p>Selon les explications de l'exploitant, les tonnes brutes représentent la quantité de papier produite avant commercialisation (issue d'une 1 découpe), et les tonnes nettes correspondent à la quantité de papier commercialisé sur bobine.</p> <p>Les textes réglementaires font référence à une production nette.</p>

L'exploitant précise que l'arrêt de la machine MAP8 et le programme d'économie d'eau prévu devrait permettre d'atteindre le ratio prescrit.

Constat : L'exploitant ne respecte pas en moyenne annuelle le ratio mensuel de consommation spécifique en 2023 et 2024 (janvier à septembre).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Fréquence de surveillance des rejets aqueux (eaux pluviales)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.7.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

La température, le pH et les concentrations relatives aux paramètres indiqués aux tableaux 2 et 3 sont mesurés une fois par an.
(tableaux 2 et 3 eaux issues du bassin de décantation/eaux issues du bassin de récupération du parking)

Constats :

L'exploitant présente les rapports d'analyse issus des prélèvements du 14 novembre 2023
A EP 1 - Eaux pluviales - secteur chaufferie - "Eaux issues du bassin de décantation de 30 m3"
A EP 2 - Eaux pluviales - secteur expédition - "Eaux issues du bassin de récupération du parking expéditions"

RAPPORT D'ESSAIS N°E23-51859 / A EP1 14 novembre 2023
RAPPORT D'ESSAIS N°E23-51860/ A EP2 14 novembre 2023

L'exploitant indique que le prochain prélèvement est prévu fin 2024.

Le dernier rapport à moins d'un an, l'écart est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Fréquence de contrôles des eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 3.1.7.1

Thème(s) : Risques chroniques, eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant effectue ou fait effectuer par du personnel qualifié les prélèvements, mesures et analyses définis ci après :

Débit, température et pH	Mesure continue des paramètres et cumul journalier pour le débit
MES et DCO	Mesure journalière sur un échantillon proportionnel au débit rejeté : concentration et flux résultant calculé
DBO5, azote et phosphore	Mesure hebdomadaire sur un échantillon proportionnel au débit rejeté : concentration et flux résultant calculé
Indice de volume des boues, excès d'ammoniac et d'orthophosphate dans les effluents, et contrôles microscopiques de la biomasse	Mesure hebdomadaire (*)
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	Mesure trimestrielle sur un échantillon proportionnel au débit rejeté : concentration et flux résultant calculé
Hydrocarbures totaux	Mesure trimestrielle sur un échantillon proportionnel au débit rejeté : concentration et flux résultant calculé
Teneur en P et N de la biomasse	Mesure semestrielle (*)
Indice phénols	Mesure semestrielle sur un échantillon proportionnel au débit rejeté : concentration et flux résultant calculé
Total des 8 métaux suivants :Cr + Cu + Ni + Pb + Zn + As + Cd + Hg	Mesure annuelle sur un échantillon proportionnel au débit rejeté : concentration et flux résultant calculé

(*) en cas de dysfonctionnement de la STEP, l'exploitant met en oeuvre un programme de surveillance rapproché sur l'ensemble des paramètres constituant la biomasse, notamment la teneur en N et P

Constats :

Selon les déclarations Gidaf consultées par l'inspection et par échantillonnage:

GIDAF en janvier 2023:

- le débit journalier, la température et pH sont mesurés quotidiennement et reportés.
- Mesure journalière des MES et DCO en janvier 2023
- Mesure hebdomadaire pour DBO5, azote et phosphore en janvier 2023

<p>- Mesure trimestrielle:</p> <ul style="list-style-type: none"> Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) mesures réalisées le 17/01/2023, 13/03/2023 et 12/06/2023, 09/07/2024 Hydrocarbures totaux mesures réalisées le 13/03/2023 et 12/06/2023. <p>- Mesure semestrielle:</p> <ul style="list-style-type: none"> Indice phénols mesures réalisées le 13/03/2023 et 12/06/2023 et 09/07/2024. <p>-Mesure annuelle: Total des 8 métaux mesures réalisées le 13/03/2023; 12/06/2023 et 09/07/2024.</p> <p>Lors de la visite de terrain l'inspection constate la mesure en continu des paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH valeur affichée 8,05, - Température valeur affichée 32,7°C, - débit valeur affichée 144 m3/h. <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant fournit les rapports d'analyses réalisées le 12/06/2023 et 10/07/2024. Ces 2 rapports n'appellent pas de remarques.</p> <p>L'exploitant effectue le suivi des boues de la station :</p> <ul style="list-style-type: none"> -V30 BA et IB BAI dans le bassin d'aération mesures du 15/08/2024 et 22/08/2024 -L'excès d'ammoniac et d'orthophosphates ont été mesurés en août 2024. -La teneur en P et N de la biomasse a été mesurée le 10/07/2024. <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Valeur limite de rejet - eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 3.1.6.3.
Thème(s) : Risques chroniques, eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> température inférieure à 35°C, pH compris entre 5,5 et 8,5, <p>De plus, les valeurs limites fixées dans les tableaux suivants s'appliquent au rejet des effluents spécifiques indiqués :</p> <p>Débit maximal 4000 m3/jour</p> <p>(cf tableau APC du 1 décembre 2017, article 8)</p>
<p>Constats :</p> <p>Un point spécifique est dédié à la modification de la coloration du milieu récepteur.</p> <p>L'inspection rappelle que les VLE sont également regardées selon l'arrêté ministériel du 20/09/2020 article 5.12 VII.</p>

Selon les déclarations GIDAF et par échantillonnage pour les mesures de juillet 2024, les VLE en concentration et flux sont respectées pour :

- T°C/ pH/débit
- MES/DCO/DBO5
- Azote/Phosphore

Selon les déclarations GIDAF et par échantillonnage pour les mesures de juin 2023, les VLE en concentration et flux sont respectées pour :

- T°C/ pH/débit
- hydrocarbures/Indice phénols/AOX
- métaux
- DBO5/Azote/Phosphore
- MES 2 dépassements/DCO 1 dépassement

L'exploitant indique que les dépassements sont liés à l'arrêt technique puis au redémarrage de l'installation. Le nombre de dépassements est inférieur à 10 % et les dépassements ne dépassent pas le double des valeurs.

Sur le fichier présenté en séance par l'exploitant, l'inspection constate le calcul des flux spécifiques pour 2023:

MEST seuil 0.4 kg/t => calculé 0,22 kg/t

DBO5 seuil 0.7 kg/t => calculé 0,04 kg/t

DCO seuil 1.4 kg/t => calculé 0,9 kg/t

Azote seuil 0.09 kg/t => calculé 0,05 kg/t

Phosphore seuil 0.008 kg/t => calculé 0,015 kg/t

L'exploitant précise que l'écart sur le phosphore est lié à la modification de la station et la mise en place de 2 nouveaux réacteurs. Il a été nécessaire de mettre en place une alternance des phases d'anoxie/d'aération et le changement d'un des aérateurs pour une meilleure diffusion de l'oxygène.

L'exploitant présente le calcul du flux spécifique pour le phosphore de janvier à août 2024 celui-ci est revenu à un niveau conforme depuis avril 2024.

Par échantillonnage l'inspection vérifie sur le tableau de suivi de l'exploitant que la production nette du 05/07/24 et la même que celle déclarée dans GIDAF.

Constat : Le flux spécifique pour le phosphore est dépassé en 2023. L'exploitant devra justifier à la fin de l'année 2024, du respect du flux spécifique pour le phosphore.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.6.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes : [...] - couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l, [...]
Constats : Documents consultés : RAPPORT D'ESSAIS N°E24-26723 Rivière La Creuse - Amont du rejet STEP PAPETERIES PALM prélèvement Date : 27 mai 2024 Heure : 11:10. Couleur (en Pt) 40 mg/L Rivière La Creuse - Aval du rejet STEP PAPETERIES PALM prélèvement Date : 27 mai 2024 Heure : 11:40 Couleur (en Pt) 40 mg/L RAPPORT D'ESSAIS N°E24-45208 La Creuse : amont du rejet STEP prélèvement Date : 28 août 2024 Heure : 08:45 Couleur (en Pt) 15 mg/L La Creuse : aval du rejet STEP prélèvement Date : 28 août 2024 Heure : 08:05 Couleur (en Pt) 20 mg/L La prescription relative à la modification de la coloration du milieu récepteur est respectée. L'écart est levé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Valeurs limites de rejet - bassin de récupération

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 3.1.6.3.
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée :

L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :

- température inférieure à 35°C,
- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- absence de matières flottantes,

[...]

De plus, les valeurs limites fixées dans les tableaux suivants s'appliquent au rejet des effluents spécifiques indiqués :

Paramètre	Concentration maximale (en mg/l)
Matières en suspension totales (MEST)	100
Demande biologique en oxygène (DBO5)	30
Demande chimique en oxygène (DCO)	125
Azote total (en N)	30
Phosphore total (en P)	10
Total des 8 métaux suivants: Cr + Cu + Ni + Pb + Zn + As + Cd + Hg	10
Hydrocarbures totaux (HCT)	10

Constats :

Documents consultés :

RAPPORT D'ESSAIS N°E23-51860/ AEP2 Eaux pluviales - secteur expédition du 14 novembre 2023
tous paramètres sont respectés.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Valeurs limites de rejet – Eaux bassin décantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.6.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :

- température inférieure à 35°C,
- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de

la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l,
- absence de matières flottantes,
[...]

De plus, les valeurs limites fixées dans les tableaux suivants s'appliquent au rejet des effluents spécifiques indiqués :

Eaux issues du bassin de décantation de 30 m3 et rejetées à la Creuse	
Paramètre	Concentration maximale (en mg/l)
Matières en suspension totales (MEST)	100
Demande biologique en oxygène (DBO5)	30
Demande chimique en oxygène (DCO)	125
Azote total (en N)	30
Phosphore total (en P)	10
Total des 8 métaux suivants : Cr + Cu + Ni + Pb + Zn + As + Cd + Hg	10
Hydrocarbures totaux (HCT)	10

Constats :

Documents consultés :

RAPPORT D'ESSAIS N°E23-51859 / A EP1 14 novembre 2023

Le rapport conclut à des dépassements pour les paramètres DBO5/DCO

Lors de la précédente visite du 05/09/23, l'exploitant a indiqué que ce bassin était nettoyé deux fois par an et qu'il envisageait d'augmenter la fréquence de nettoyage de ce bassin.

Au jour de la visite, l'exploitant ne peut présenter qu'un seul bon d'intervention en date du 11/09/23, aucune intervention en 2024. Il indique que ce bassin doit être refait en 2027.

L'écart est maintenu.

Constat : Les valeurs limites d'émission des eaux pluviales du secteur chaufferie / stockage de papiers ne sont pas respectées pour les paramètres DBO5 et DCO.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 13 : Condition de mesure et transmissions des résultats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.7.4.

Thème(s) : Risques chroniques, eau

Prescription contrôlée :

Les mesures et analyses effectuées en continu sont réalisées avec du matériel adapté, entretenu et régulièrement vérifié selon la périodicité requise ou préconisée par le constructeur ou le maintien de la fiabilité des résultats.

[...]

Les résultats des mesures réalisées en continu, journalières et hebdomadaires sont retranscrits dans un tableau de forme adapté qui sera transmis mensuellement à l'inspection des installations classées. Les résultats des autres analyses sont adressés à l'inspection des installations classées dès réception. Tous les résultats sont accompagnés de commentaires explicatifs dans le cas de dépassement des limites fixées.

Toute anomalie est signalée à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais. La fréquence de contrôle peut être modifiée sur proposition de l'inspection des installations classées.

[...]

Constats :

Par échantillonnage l'inspection a vérifié la transmission via GIDAF des résultats de la surveillance des rejets d'effluents aqueux.

L'inspection questionne l'exploitant sur le contrôle et l'étalonnage du matériel de mesure et plus précisément pH-mètre et Débitmètre.

Concernant le débitmètre, une mesure comparative est effectuée par l'agence de l'eau, afin de réaliser un bilan hydraulique. L'exploitant présente le rapport de l'agence de l'eau du 18/10/2023, celui-ci conclut qu'il existe une nette surestimation du débitmètre électromagnétique (+58%). Cette surestimation est confirmée par l'écart présent sur le bilan hydraulique effectué sur la période entre les deux visites : 24 % en faveur de la sortie step. Cet écart s'est accentué par rapport au dernier passage de juin 2023.

Le rapport indique que l'appareil doit être démonté et nettoyé dans un premier temps : entartrage possible.

Suite à l'action de l'exploitant il est également indiqué que depuis le 21/11/2023, une action corrective a été mise en place permettant d'obtenir un écart inférieur à 5%.

L'exploitant précise que l'agence de l'eau est intervenue en juin 2024 mais qu'il n'a pas encore reçu de rapport.

Concernant le PH-mètre, l'exploitant décrit le mode opératoire pour l'étalonnage.

Le technicien en charge de la station dispose d'un pH-mètre portatif étalonné au laboratoire. Celui-ci vérifie le pH mesuré par la sonde fixe à une fréquence hebdomadaire. L'exploitant ne peut pas justifier de ce contrôle hebdomadaire aucun document écrit ne trace ces contrôles.

À la demande de l'inspection, le test décrit est réalisé pendant la visite. Au niveau du canal de

<p>mesure le pH-mètre portatif est plongé dans l'effluent, il mesure ainsi un pH en sortie de 7,6 contre une mesure à 8,05 pour le pH-mètre fixe du canal de mesure.</p> <p>Le constat suivant est dressé : Le contrôle du pH dans le canal de sortie, avec un appareil portatif indique un écart avec la mesure du pH-mètre fixe, celui-ci doit être étalonné.</p> <p>Pendant l'inspection, le technicien réalise l'étalonnage du pH-mètre fixe. L'exploitant fournit à l'inspection une photo indiquant le nouveau pH mesuré à 7,65.</p> <p>L'écart est levé pendant l'inspection.</p> <p>Concernant la température en sortie de station, un test est réalisé pendant la visite. Le technicien de la station plonge la sonde de température du canal de mesure dans un récipient contenant de l'eau chaude, la sonde indique rapidement une température de 48°C. Déclenchement de l'alarme visuelle sur le poste de commande de la station de traitement, test concluant.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Capacité de confinement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.3.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux susceptibles de recueillir des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) sont raccordés à des capacités de confinement étanches aux produits collectés.</p> <p>La capacité minimale de rétention disponible est adaptée à la zone collectée et aux nécessités d'extinction d'incendie.</p> <p>Ces rétentions sont assurées par une partie des bassins tampons de l'usine de 500 et 1200 m3, permettant la rétention en toute sécurité des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués. Les capacités de rétention sont maintenues en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.</p> <p>Les organes de commande nécessaire à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p> <p>Avant rejet vers le milieu naturel, la vidange suit le respect des caractéristiques des rejets dans le milieu naturel fixées au présent arrêté,</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le rapport FALCO du 30/09/2022 décrivant les mesures nécessaires et mises en place pour le confinement des eaux d'extinction. Les mesures préconisées ont fait l'objet d'une vérification complète lors de la visite d'inspection du 15/11/2022.</p> <p>Par échantillonnage, lors de la présente inspection, la présence des batardeaux (en sous sol zone 2) en zone et de la vanne barrage en zone (stockage bobine zone 3) est vérifiée.</p> <p>Sur le terrain et par sondage, le bon fonctionnement de la « Vanne de barrage stock bobine » est</p>

testé. La manœuvre de cet équipement s'est correctement déroulée.
À la demande de l'inspection, le technicien de maintenance apporte la preuve du contrôle des équipements (vannes barrage, rapport d'intervention du 18/06/2024). le logiciel de maintenance indique le suivi des vannes barrages ainsi qu'un suivi visuel du terre-plein.
Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.5.3.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : [...] Ces consignes indiquent notamment : [...] - la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.
Constats : A la demande de l'inspection, l'exploitant présente la consigne « procédure d'urgence -isolement des rejets en cas d'incendie », décrit le fonctionnement de l'astreinte et le rôle du chef de faction. Cette consigne présente les 3 zones du site, un plan avec les vannes barrages et les vannes à actionner en fonction de la zone concernée. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Eaux souterraines - Modalités de la surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 3.6.1.
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : Une fois tous les ans, en périodes de hautes et basses eaux, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe, au niveau des piézomètres existants PzA, PzB, PzC et Pz2. Au terme d'une période de 5 ans, l'exploitant pourra introduire, auprès du préfet d'Indre-et-Loire, une demande d'adaptation de la fréquence des mesures, argumentée en fonction des résultats de l'observation des années précédentes. En tout état de cause, cette fréquence ne pourra être supérieure à 5 ans.
Constats :

Documents consultés :
RAPPORT D'ESSAIS N°E23-15766
Échantillon du 24 avril 2023.
PAPETERIES PALM - Piézomètre A/B/C Piézomètre 2

RAPPORT D'ESSAIS N°E23-46471
Échantillon 18 octobre 2023
PAPETERIES PALM - Piézomètre A/B/C Piézomètre 2

RAPPORT D'ESSAIS N°E24-21114
Échantillon 24 avril 2024
PAPETERIES PALM - Piézomètre A/B/C Piézomètre 2

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Paramètres mesurés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 3.6.2.

Thème(s) : Risques chroniques, eau

Prescription contrôlée :

L'eau prélevée dans les piézomètres fait l'objet de mesures des substances ci-après, susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte-tenu de l'activité des installations :

- métaux: Al, Cd, Co, Cu, Mg, Na, Ni, Pb, Zn,
- hydrocarbures C10-C40,
- BTEX,
- COHV,
- PCB,
- ammonium,
- phosphates,
- phtalates (pour PzC seul).

Les prélèvements et analyses sont réalisés selon les normes en vigueur par un laboratoire agréé et/ou accrédité.

Constats :

Concernant les 3 rapports de mesures consultés, l'inspection constate que tous les paramètres sont mesurés.

L'exploitant réalise un suivi de ces résultats. L'inspection rappelle qu'une analyse des résultats sur la période serait utile.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Stockages des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.3.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, déchets
Prescription contrôlée : Les déchets produits sont stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs...) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
Constats : Lors de la visite, l'inspection constate la présence de GRV contenant des déchets liquides entreposés directement au sol sans rétention. Constat: Des déchets liquides sont stockés sans rétention à l'extérieur des bâtiments en zone expédition.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois